

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

PAR LE

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario

Réunion tenue du 23 au 25 septembre 2014

Consœurs et confrères,

J'espère que vous avez pu prendre un repos bien mérité et que nous pourrons tous commencer l'automne remplis d'une nouvelle énergie grâce au temps passé avec notre famille et nos amis. Nous amorçons le dernier trimestre de 2014 inspirés par l'intensité des activités entreprises par le SCFP au cours des mois d'été. Des milliers de membres du SCFP de tout le pays ont passé l'été à discuter avec leurs voisins et à créer des liens avec nos alliés communautaires et avec le public. Beaucoup d'entre nous avons représenté notre syndicat aux activités de la Fierté, aux barbecues de sections locales et aux festivités culturelles dont le point culminant ont été les formidables activités organisées partout au pays pour la fête du Travail.

Cet été, nous avons aussi relevé le défi du « Ice Bucket » (seau de glace), qui a permis de récolter des millions de dollars pour la recherche sur la SLA. C'est là un autre exemple de ce que nous pouvons faire pour bâtir des alliances communautaires.

Soutenir les jeunes travailleurs

À cette époque de l'année, les étudiants du niveau postsecondaire doivent composer avec des droits de scolarité et un coût de la vie qui grimpent sans cesse. Nous savons que les étudiants ont de plus en plus de difficulté à trouver des emplois d'été, ce qui ajoute au fardeau des jeunes et de leurs familles. Il est inacceptable que tant de jeunes ne puissent pas se trouver un emploi ou soient sous-employés. En même temps, les conditions de travail de beaucoup de nos membres du secteur de l'enseignement postsecondaire sont instables et précaires. L'un de nos plus grands défis au SCFP consiste à poursuivre la lutte pour défendre les droits de nos jeunes membres et de tous les jeunes du pays.

Lorsque des militants chevronnés appuient et encouragent les jeunes militants du SCFP à participer aux luttes en cours dans nos milieux de travail et nos collectivités, ils forment de nouveaux leaders et notre syndicat devient plus fort. Nous devons tous

penser à ce que nous pouvons faire pour mieux appuyer nos jeunes travailleurs et leurs luttes. Notre projet *Un monde plus juste* et nos dynamiques programmes de développement syndical sont deux éléments clés qui permettent au SCFP national de contribuer de manière significative à ces efforts.

Notre Direction du développement syndical revoit aussi ses programmes et ses cours dans le but d'élaborer et d'adapter des cours modulaires moins longs qui pourraient intéresser particulièrement les petites sections locales dont les ressources sont limitées. Notre équipe de formatrices et de formateurs dévoués continue à élargir l'accès aux cours pour nos membres qui doivent occuper plusieurs emplois.

Soutenir les négociations

À nos tables de négociation, beaucoup de sections locales font face à des employeurs déterminés à réduire le plus possible nos conventions collectives et à imposer des salaires, avantages sociaux et régimes de retraite à deux vitesses. Les salaires des membres du SCFP stagnent toujours, ce qui entraîne, entre autres effets négatifs, une croissance plus lente des revenus de notre syndicat. En outre, de plus en plus de nos membres occupent des emplois à temps partiel, occasionnels et à contrat, ce qui a un effet déstabilisant sur leur vie, leurs milieux de travail, notre syndicat et nos ressources financières.

Nous espérons pouvoir partager une partie de ces défis et des stratégies à mettre en œuvre pour les relever à la Conférence du Conseil national des secteurs, qui aura lieu à Toronto, du 6 au 9 octobre prochains.

En juin, j'ai eu le plaisir de participer une fois de plus à la Conférence municipale de l'ouest, à laquelle assistaient des douzaines de sections locales municipales du SCFP. Bien que la sous-traitance et la privatisation soient toujours aussi préoccupantes, les dirigeants du SCFP présents à cette rencontre ont discuté de stratégies pour défendre les régimes de retraite et créer des alliances entre syndicats et avec d'autres groupes de la collectivité.

Le nombre croissant de projets de campagnes à frais partagés soumis ce trimestre montre bien à quel point le SCFP est prêt à relever les défis qui nous attendent partout au pays. Nous sommes bien décidés à injecter les ressources financières dont nous disposons dans ces campagnes. En septembre 2014, si le Conseil exécutif national approuve toutes les campagnes proposées, nous aurons dépassé de 300 000 \$ notre budget de 2,6 millions de dollars alloué aux campagnes à frais partagés de cette année, pour un total de plus de 2,9 millions de dollars.

Avec la diminution de nos ressources financières, nous examinerons toutes les demandes d'aide pour veiller à ce que les campagnes :

- Soient coordonnées entre les sections locales et les divisions si possible.

- Intègrent les principes et les buts du projet *Un monde plus juste* pour accroître la participation des membres.
- Utilisent les ressources publicitaires et médiatiques dans les formats les plus efficaces, en fonction des conditions des médias locaux.

Accroître la transparence financière

Nous nous efforçons toujours d'accroître la transparence financière et la reddition de comptes au SCFP. Ainsi, nous augmentons le nombre de rapports de syndicats de sections locales présentés chaque année. Nous évaluerons les défis et nous présenterons un rapport au Conseil exécutif national d'ici peu.

Améliorer notre technologie

Compte tenu des attaques croissantes lancées par les gouvernements et les employeurs de droite de notre grand pays, la manière dont nous communiquons et les outils technologiques que nous utilisons doivent être adéquats. Vous verrez plus loin dans le présent rapport que d'importants progrès ont été réalisés dans l'élaboration du Système de gestion électronique des documents et dossiers, les outils de vidéoconférence, le remplacement du vieux matériel et la mise à niveau du logiciel de comptabilité, ainsi que dans le projet d'amélioration du Système d'information sur les sections locales (SISL).

Soutenir les alliés communautaires

Le SCFP est fier d'avoir été l'un des principaux commanditaires du Forum social des peuples, qui a rassemblé à Ottawa des milliers de militants de groupes syndicaux, autochtones, environnementalistes, étudiants, de personnes âgées et bien d'autres alliés communautaires en août. En plus de notre important appui financier au Forum, le personnel du SCFP s'est consacré à l'organisation de l'activité et a veillé à ce que les enjeux qui nous tiennent à cœur, comme les services de garde à l'enfance, la santé, la lutte à la privatisation et le commerce équitable, soient bien représentés dans les discussions. Des centaines de leaders, militants et membres du personnel du SCFP y ont participé. Cette alliance entre syndicats et groupes communautaires jouera un rôle important dans la préparation aux prochaines élections fédérales.

S'occuper de politique

Comme vous le savez, le SCFP national a consacré d'importantes ressources financières et humaines à assurer la participation de nos membres au processus politique. Mais de nombreux membres et citoyens croient toujours que leur vote ne pèse pas lourd dans la balance. Bien des membres jouent un rôle actif dans les élections, mais nous avons beaucoup de travail à faire pour convaincre nos alliés, nos amis et les membres de la collectivité qu'ils doivent aussi y participer.

En matière d'élections municipales, 2014 est une année charnière – l'Î.-P.-É., l'Ontario, le Manitoba et la Colombie-Britannique éliront des administrations locales cet automne. Le SCFP a fourni un soutien important pour bien faire entendre son point de vue.

Au Québec, nous constatons une hausse de la solidarité syndicale et des moyens d'action coordonnés mis en œuvre pour riposter au gouvernement libéral et aux administrations municipales qui veulent démanteler nos régimes de retraite à prestations déterminées. Nous nous attendons à d'autres conséquences du récent budget provincial marqué par « l'austérité ».

Se préparer au budget de 2015

Au cours des prochains mois, nous amorcerons notre important processus de consultation budgétaire partout au pays. Avec les restrictions salariales et l'attrition, la croissance financière du SCFP ralentit. Bien que nos ressources soient limitées comme jamais dans notre histoire, notre base financière est solide et nous conserverons cette solidité en travaillant selon nos moyens.

ÉTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2014

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 30 juin 2014 se situait à 187,4 millions de dollars, comparativement à 184,0 millions de dollars au 31 mars 2014 et à 183,7 millions de dollars au 31 décembre 2013. Le solde bancaire au 30 juin 2014 était de 8,0 millions de dollars comparativement à 10,6 millions de dollars au 31 mars 2014 et à 10,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Le solde bancaire inclut diverses liquidités internes réservées aux indemnités de retraite, à la capitalisation des futurs avantages sociaux, au congrès de 2015, à une réserve pour la gestion des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux. Le total des placements réservé à la capitalisation des avantages sociaux futurs s'établissait à 51,2 millions de dollars au 30 juin 2014.

Les immobilisations ont été relativement statiques pendant le trimestre. Les travaux de remplacement de l'enveloppe de l'édifice du bureau régional de l'Ontario sont terminés. Les factures sont toujours en cours de traitement et le projet respectera le budget.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 131,8 millions de dollars au 30 juin 2014, comparativement à 129,2 millions de dollars à la fin du trimestre précédent.

La provision pour les obligations en matière d'avantages sociaux futurs était de 76,8 millions de dollars au 30 juin 2014. Selon les états financiers vérifiés du 31 décembre 2013, le véritable passif actuariel était de 251 millions de dollars, ce qui laisse toujours un écart important de 174,2 millions de dollars qui n'est pas inscrit

dans nos états financiers. Les prévisions présentées à la dernière réunion du Conseil exécutif national indiquaient que l'argent que nous continuons à consacrer à ce passif, conformément à notre feuille de route, nous permet de réaliser des progrès lents mais réguliers vers l'atteinte de notre objectif, qui est d'inscrire tout le passif à notre bilan.

Le solde de la Caisse au 30 juin 2014 se situait à 55,6 millions de dollars, dont 3,7 millions de dollars sont réservés à la Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales (1 100 180 \$) au Fonds de riposte (341 010 \$) et au Fonds pour les édifices régionaux (2 250 000 \$). De ce solde, nous avons investi 53,2 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde sans restriction de 1,3 million de dollars. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est immobilisé, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

Le surplus d'exploitation, avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux et les gains de placements non matérialisés, est de 277 000 \$. Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 1,6 million de dollars et le total des revenus est supérieur au budget de 2,7 millions de dollars, grâce à des gains de placements plus élevés que prévu. En même temps, les dépenses pour le trimestre sont supérieures au budget de 1,9 million de dollars.

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique et à la lutte à la privatisation étaient inférieures de 606 000 \$ au budget à la fin de la première moitié de l'exercice, compte tenu du temps consacré à l'étude et à l'approbation des plans soumis au début de chaque exercice. Le travail dans ce domaine est en cours. Une bonne partie des fonds restants ont été consacrés à des projets entrepris pendant le reste de l'année.
2. Bien que des engagements aient été pris dans diverses campagnes, nous n'avons reçu que peu de dépenses pour le Fonds de riposte à la fin du deuxième trimestre de 2014; par conséquent, ce poste est inférieur au budget de 288 000 \$ pour le cumul de l'exercice.
3. Les frais de bureau ont été inférieurs au budget de 158 000 \$ pour l'exercice.
4. Les dépenses électorales étaient inférieures au budget de 108 000 \$ pour l'exercice jusqu'à maintenant, étant donné le moment où doivent avoir lieu les élections pendant l'année. Tout le budget électoral a été engagé et il ne reste pas d'argent dans ce poste budgétaire.
5. Le travail se poursuit dans le projet « Un monde plus juste » du SCFP. À la fin du deuxième trimestre, les dépenses étaient supérieures au budget de 348 000 \$ puisque la remise du prélèvement spécial du CTC était due le 1^{er} juin.

6. En ce qui a trait au développement syndical, les activités consacrées au perfectionnement du personnel ont dépassé le budget de 370 000 \$ avec la tenue des réunions de personnel et la formation de groupe au cours de la première moitié de l'exercice; il faut également tenir compte du moment où les paiements sont faits pour ces activités comparativement au moment où des paiements similaires ont été faits dans les années précédentes.
7. Les dépenses de déplacement ont été supérieures au budget de 381 000 \$ à cause du volume de déplacements du personnel pendant cette première partie de l'année, en particulier pour la participation aux réunions du personnel et aux congrès des divisions de 2014.
8. Les comités nationaux ont dépassé leur budget de 396 000 \$, surtout à cause des coûts accrus occasionnés par la Rencontre bisannuelle de tous les comités.

Caisse nationale de défense

L'actif s'élevait à 8,5 millions de dollars au 30 juin 2014, comparativement à 8,3 millions de dollars au 31 mars 2014 et à 8,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Le passif totalisait 6,6 millions de dollars, ce qui donnait un solde de 1,9 million de dollars. Le total des revenus pour la première moitié de l'exercice était de 4,7 millions de dollars pour des dépenses de 4,5 millions de dollars, ce qui laisse un léger surplus pour le cumul de l'exercice de 222 000 \$. Nous avons aussi réalisé des gains non matérialisés dans les revenus de placements de 60 000 \$, pour un surplus total pour le cumul de l'exercice de 282 000 \$.

Les campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national pour les six premiers mois ont totalisé 2 millions de dollars sur un budget annuel de 2,6 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont élevées à 1 million de dollars, tout comme celles consacrées aux initiatives nationales en matière de stratégie. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives régionales, elles se sont élevées à 385 000 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 30 juin 2014 s'élevait à 80,5 millions de dollars, comparativement à 77,5 millions de dollars au 31 mars 2014 et à 73,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cet actif était formé de 2 millions de dollars en liquidités, de 2 millions de dollars en capitation à recevoir et de 76,5 millions de dollars de placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 1,2 million de dollars et un compte créditeur de 15 000 \$ à la Caisse générale. Ainsi, au 30 juin 2014, le solde de la Caisse s'établissait à 79,3 millions de dollars, comparativement à 77,5 millions de dollars au 31 mars 2014 et à 73,0 millions de dollars au 31 décembre 2013.

Les revenus de la Caisse de grève, y compris les revenus de placements, s'élevaient à 7,5 millions de dollars pour la première moitié de l'exercice. Les dépenses au 30 juin 2014 étaient de 3,4 millions de dollars, ce qui donne un surplus net pour le cumul de l'exercice de 4,1 millions de dollars, avant les gains de placements non matérialisés de 2,2 millions de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Section locale 608, Centre Naramata, Colombie-Britannique – 30 membres sont toujours en grève depuis le 15 mai 2014 pour protester contre le projet de l'employeur, l'Église Unie du Canada, qui veut sous-traiter les services comme la nourriture et les boissons et l'entretien des terrains.

Section locale 957 – Les techniciens d'Hydro-Québec ont déclenché la grève le 5 septembre 2014. Les enjeux sur la table sont les régimes de retraite, la sous-traitance et la charge de travail.

Section locale 1294, Université du Québec à Montréal (UQÀM) – 2 000 membres des métiers, de bureau et professionnels ont déclenché une grève d'un jour le 3 septembre 2014 pour protester contre l'impasse dans laquelle ils se trouvent après 15 séances de négociation.

Section locale 1490, canton de Black River-Matheson – 19 membres sont en lock-out depuis le 11 août 2014. Ces membres du SCFP fournissent des services de première importance, comme l'entretien des routes, l'octroi des permis de construction, l'application des règlements et l'entretien des parcs et des installations de loisirs.

Section locale 1764, municipalité régionale de Durham – 873 membres – ambulanciers paramédicaux, personnel de garderie, travailleurs des services de cour, inspecteurs de la santé publique et travailleurs administratifs – ont fait la grève du 19 juin 2014 au 11 juillet 2014 pour résister aux concessions.

Les sections locales des conseils scolaires du secteur K-12 (maternelle à la 12^e année) – SCFP-C.-B. de la Colombie-Britannique (représentant 8 512 membres) ont obtenu un règlement provincial; les négociations locales se poursuivent, avec date d'échéance du 30 novembre 2014. Les sections locales du K-12 respectent aussi les piquets de grève de la Fédération des enseignants de la C.-B. (BCTF), en grève depuis juin. Nos membres aux piquets de grève reçoivent des indemnités de grève. (Sections locales du SCFP concernées : 15, 173, 379, 382, 389, 401, 407, 409, 411, 440, 476, 523, 593, 606, 716, 779, 788, 801, 847, 947, 1091, 1260, 1851, 2020, 2769, 3234, 3523, 3570, 3742, 4165, 4227, 4653, 4990, 4991, 4992, 5101 et 5150). Au moment d'imprimer le présent rapport, les enseignantes et enseignants ont conclu un accord de principe.

RETARDS DANS LE PAIEMENT DE LA CAPITATION

Pour le trimestre terminé en juin 2014, le total de la capitation en retard s'élevait à 7 715 484 \$, une hausse de 1 798 877 \$ (30,40 %) par rapport au trimestre terminé en mars 2014. Le total des retards a diminué de 1,51 % par rapport à juin 2013.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Le comité de direction de la gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI-TI) se réunit régulièrement pour discuter, faire le point et gérer les projets de TI du SCFP pour 2014.

Au cours des trois premiers trimestres de l'exercice, il y a eu plusieurs réalisations importantes en matière de GI-TI, dont voici les plus marquantes :

- SISL II – Le projet de remise à niveau du Système d'information sur les sections locales (SISL) achève et une mise en œuvre d'ici la fin de 2014 est possible.
- Système « Un monde plus juste » – Une base de données a été conçue et construite et est maintenant en production. Elle vise à saisir les importantes données du projet « Un monde plus juste ». Le projet entre maintenant dans la phase de développement des capacités de présentation de rapports du système.
- Remaniement et mise en œuvre de scfp.ca – Le nouveau site Web a été lancé au début de l'été et il suscite d'excellents commentaires.
- Projet du Système de gestion électronique des documents et dossiers (SGEDD) – La première phase de ce projet stratégique clé est bien amorcée et, à la fin du premier trimestre de 2015, les exigences d'un Système de gestion électronique des documents et dossiers devraient avoir été élaborées. Le SCFP pourra alors choisir un outil logiciel.
- Solution de gestion de la mobilité (SGM) et nouvelle politique sur la mobilité – Une nouvelle stratégie de mobilité a été mise en œuvre pour permettre au SCFP de ne plus se limiter uniquement à la plateforme Blackberry et pour introduire le concept du choix des appareils, dont Apple, Android, Windows et Blackberry. Le lancement devrait commencer dans la région du Québec cet automne et se poursuivre bientôt ailleurs au pays.
- Le projet de vidéoconférence approche de sa phase de mise en œuvre et une formation sera offerte en septembre. La vidéoconférence sera offerte à Québec, Calgary, Dartmouth, Edmonton, Fredericton, Winnipeg, Sudbury, Regina, Saskatoon et St. John's, ainsi qu'au SCFP national, au bureau régional de la Colombie-Britannique et au bureau régional de l'Ontario.

- Stratégie et installation des ordinateurs de bureau et portables – Tout le matériel de plus de trois ans a été remplacé.
- Mise en œuvre du système d'ILD – Un système complet a été élaboré pour s'adapter à la base de données Avanti des RH et assurer l'administration quotidienne des dossiers du personnel en ILD. Le système entrera sous peu dans la phase de production.
- Mise à jour de Dynamics (système financier) – Le logiciel de comptabilité a été mis à jour selon la dernière version et les prochaines étapes incluent l'ajout de modules pour mettre à jour nos systèmes financiers, comme le système de paie électronique et un système de gestion de projets pour répondre aux besoins du syndicat.

Pour ce dernier trimestre de 2014, le comité de direction de la GI-TI commencera la mise à jour et l'adaptation de la vision et de la stratégie en GI-TI au SCFP, ainsi que la planification et l'estimation budgétaire pour l'élaboration du plan opérationnel de la GI-TI pour 2015-2017.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

À Markham, le revêtement extérieur de l'édifice du bureau régional de l'Ontario est terminé; il ne reste qu'à régler les derniers problèmes et à terminer les puits de lumière.

Baux

À St. John's, T.-N., notre propriétaire nous a informés qu'il comptait faire d'importantes rénovations dans la propriété et la reprendre pour son usage personnel. Nous avons donc retenu les services d'un courtier immobilier, qui a trouvé une propriété qui pourrait répondre à nos besoins. Nous en sommes aux dernières étapes de la négociation d'un bail pour environ 4 000 pieds carrés d'espace de bureau au 1^{er} étage d'un édifice neuf de trois étages, moderne, écoénergétique et très visible, bien situé près des principales artères, du centre-ville et de l'aéroport. Les nouveaux locaux seront conçus pour répondre aux exigences du SCFP en matière d'espace et pourront être modifiés pour s'adapter à la croissance et offrir de meilleures salles de réunion, ainsi que des espaces plus petits pour se rencontrer. Ils comprendront aussi des éléments d'efficacité énergétique. Nous négocions présentement les conditions avec le propriétaire.

La rénovation intérieure du bureau de Grande-Prairie est en cours et l'occupation est prévue pour la fin d'octobre 2014. Nous avons conclu une entente de location de dix ans et le propriétaire contribue à hauteur de 100 000 \$ au coût total estimé à 254 000 \$ des améliorations locatives.

À Red Deer, en Alberta, les rénovations intérieures du nouveau bureau continuent. L'occupation est prévue pour le 25 septembre 2014. Nous avons obtenu un bail de cinq ans avec la Central Alberta Trades and Labour Society. Puisqu'il s'agit de notre propriétaire actuel et que nous partageons des locaux nouveaux et existants, notre présent loyer prendra fin au moment où nous occuperons les nouveaux locaux.

Le bail du bureau de Prince Albert en Saskatchewan a été renouvelé pour cinq autres années, jusqu'au 30 juin 2019.

À Burnaby, en Colombie-Britannique, nous continuons à chercher de nouveaux locaux pour le bureau régional de la Colombie-Britannique.

Nous poursuivons l'exploration d'options pour le renouvellement des baux aux bureaux de Dalhousie au Nouveau-Brunswick; de Timmins, Lakehead, Kenora, Kitchener, Sault Ste-Marie et Windsor en Ontario; et de Prince George en Colombie-Britannique.

CONGRÈS NATIONAL ET AUTRES CONFÉRENCES

Cet automne, nous travaillons fort, au SCFP, à la planification de rencontres qui auront lieu au cours des prochains mois.

J'ai eu le plaisir d'assister à la Conférence sur le programme d'aide aux employés, à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, du 8 au 12 septembre, où se sont réunis nos délégués sociaux du PAE et les membres du comité, pour participer à une dynamique session de formation et de planification portant surtout sur les stratégies de prévention.

La Conférence du Conseil national des secteurs du SCFP aura lieu très bientôt à Toronto, du 6 au 9 octobre. Il ne reste que quelques semaines et nous travaillons intensivement au bon déroulement de la conférence, tant pour les membres du SCFP qui y participeront que pour les membres du personnel.

Les chambres réservées à l'hôtel Sheraton Toronto et à l'hôtel Hilton sont toutes prises et, au moment de rédiger le présent rapport, il ne reste presque plus de place pour la conférence. Nous sommes certains qu'il y aura beaucoup de monde et que l'activité connaîtra un vif succès. En plus de la Conférence du Conseil national des secteurs, nous préparons les réunions de nos 17 comités nationaux, ainsi qu'un certain nombre de réunions de services qui auront lieu cet automne.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Éducation et formation

Les conseillers à l'éducation ont offert un large éventail de programmes pour l'automne aux membres du SCFP de tout le Canada. Les programmes de base – Cours pour les délégués syndicaux, Agents financiers, Négociations collectives, Santé et sécurité au travail et Droits de la personne – aident les sections locales à obtenir la solide fondation dont elles ont besoin pour assurer une excellente représentation à leurs membres.

Nouveaux ateliers

La Direction du développement syndical (DDS) continue à créer et à piloter de nouveaux ateliers dans les domaines des négociations collectives, des droits de la personne et de la santé-sécurité au travail.

La DDS collabore avec d'autres directions du SCFP à assurer le suivi de la résolution 151 du congrès national qui recommandait l'élaboration d'une stratégie du SCFP sur la santé mentale et la sensibilisation de nos membres. Jusqu'à maintenant, la DDS a piloté deux nouveaux modules des cours pour les délégués syndicaux : « Comprendre la santé mentale » et « Créer des milieux de travail psychologiquement sains et sûrs ». Un atelier intitulé « Santé mentale au travail » a été offert à deux sessions de formation du personnel en juin.

Collège syndical

Il n'y a pas eu de Collège syndical en 2014 car le modèle de cette institution vieille de plus de 50 ans n'était plus viable et il fallait le revoir de fond en comble. Le comité consultatif du Collège syndical du Canada proposera un nouveau modèle au conseil d'administration plus tard cette année. Nous voulons conserver une partie de la solide expérience de cohorte en personne tout en édifiant une pratique éducative en ligne efficace.

Programme des ombudspersonnes

La DDS mène une évaluation des besoins pour le programme d'ombudspersonnes. Nous déterminerons le nombre et les types d'activités qui utilisent les services des ombudspersonnes dans les régions. Nous comparerons le résultat aux listes régionales à jour des ombudspersonnes. Nous pourrions ensuite adapter la formation future de manière à combler les lacunes géographiques dans notre groupe d'ombudspersonnes.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

À la réunion du Conseil de fiducie mixte du 17 septembre, les fiduciaires ont pris connaissance de l'étude finale sur les hypothèses et méthodes pour l'évaluation actuarielle du 1^{er} janvier 2014 qui doit être déposée d'ici le 30 septembre 2014.

Les fiduciaires ont aussi rencontré les constituants le 17 septembre, à l'assemblée annuelle. Ils ont discuté des résultats définitifs de l'évaluation actuarielle, du rapport de 2013 aux participants et d'autres activités du Régime de retraite des employés du SCFP.

Après une analyse approfondie de la structure de placements du régime, les fiduciaires ont décidé de transférer un pourcentage du total des fonds de chacun des deux gestionnaires d'actifs équilibrés (Letko Brosseau et Guardian Capital) à un mandat d'obligations rehaussées pour obtenir de meilleurs rendements. Gestion de placements TD a été choisi comme nouveau gestionnaire d'obligations rehaussées.

Le personnel peut consulter le rapport aux participants de 2013 et les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 sur le site Web du SCFP à www.rres.ca.

Les relevés de rentes annuels de 2013 ont été postés aux participants actifs du régime en juin, ainsi qu'aux retraités et aux participants ayant droit à une rente différée en août.

Décès

Le confrère Jacques Sirois, retraité, bureau de Moncton – 19 juillet 2014
Le confrère Daniel MacLean, retraité, bureau de Sydney – 23 juillet 2014
M. Boyd Jackson Brooks, conjoint de la retraitée Marjorie Brooks – 22 août 2014

Retraites

La consœur Danielle Laramée, bureau régional du Québec – 1^{er} août 2014
La consœur Diane Lamoureux, bureau national – 1^{er} octobre 2014
La consœur Paulette Charbonneau, bureau national – 1^{er} octobre 2014
Le confrère Don MacAskill, bureau régional de l'Alberta – 1^{er} décembre, 2014
La consœur Diane Thériault, bureau de Sudbury – 1^{er} janvier 2015
La c consœur Linda Craig, bureau régional du Québec – 1^{er} janvier 2015
La consœur Mary Catherine McCarthy, bureau national – 1^{er} février 2015
La consœur Johanne Touchette, bureau national – 1^{er} avril 2015
La consœur Rhonda Spence, bureau régional de la Colombie-Britannique – 1^{er} juillet 2015
Le confrère William (Bill) Sumerlus, bureau régional du Manitoba – 1^{er} juillet, 2015

CONCLUSION

Le personnel du bureau du secrétaire-trésorier national continue à connaître d'importants changements de personnel. Notre adjointe administrative, Paulette Charbonneau, prendra sa retraite après de nombreuses années de travail dévoué et énergique pour le SFCP. Paulette nous manquera beaucoup et nous lui souhaitons bonne chance dans ce nouveau chapitre de sa vie. Je suis très heureux d'annoncer que Marie-Anne Ruelland a été promue au sein de notre direction pour occuper le poste laissé vacant par Paulette.

Nous sommes prêts à relever les défis qui nous attendent. Nous pourrions compter sur nos connaissances et notre expérience collectives pour nous débarrasser de Stephen Harper et protéger nos régimes de retraite et nos droits et conditions de travail obtenus de haute lutte dans nos collectivités et nos milieux de travail.

Respectueusement soumis,

Le secrétaire-trésorier national,

CHARLES FLEURY

:pmc/sec